

Trafic d'êtres humains

Une agence recommandée

Le rapporteur spécial de l'ONU sur la traite des êtres humains, Joy Ngozi Ezeilo, a recommandé vendredi 21 juin la création d'une agence nationale pour coordonner la lutte contre le trafic d'êtres humains au Maroc et appelé à l'adoption d'une législation spécifique.

Immigration clandestine ou encore exploitation d'adolescentes comme domestiques : le Maroc est confronté à divers défis en la matière et mène un "combat déterminé", a affirmé à la presse Mme Ezeilo au terme d'une mission au Maroc.

"La nouvelle Constitution (adoptée en

2011, ndlr) est venue renforcer le cadre de la lutte pour les droits de l'Homme" mais "malgré les démarches positives", "un certain nombre de défis" subsistent pour le gouvernement.

"Une agence nationale" devrait être "créée pour coordonner les activités des institutions" et "la nomination d'un rapporteur national étudiée", a-t-elle avancé.

Evoquant des "carences" en matière de cadre législatif, Mme Ezeilo a aussi exhorté le Maroc à mettre au point "une loi spécifique sur le trafic des êtres humains (...), avec un calendrier précis".

Elle a notamment abordé la question de l'immigration clandestine, alors que le royaume, "à la fois pays d'origine et de transit", est également "devenu un pays d'accueil".

"Le nombre de migrants dans certaines régions augmente leur vulnérabilité au

trafic", qu'il s'agisse de "travaux forcés" voire d'"exploitation sexuelle", a-t-elle noté.

Selon des associations marocaines, de 20.000 à 25.000 migrants originaires essentiellement du sud du Sahara se trouvaient fin 2012 chez nous, en grande partie dans les régions de Nador et d'Oujda, dans l'espoir hypothétique de rejoindre l'Europe.

"L'absence de protection adéquate dissuade les victimes de solliciter de l'aide", a notamment déploré la responsable onusienne.

S'agissant du "travail domestique", où plusieurs dizaines de milliers d'adolescentes sont exploitées en tant que domestiques, d'après des ONG dont Human Rights Watch (HRW), un projet de loi existe, a-t-elle souligné.

Mais ses effets seront limités si des mesures ne sont pas prises "pour s'attaquer aux racines du fléau, dont l'exclu-



Joy Ngozi Ezeilo

sion sociale, la pauvreté, les inégalités et la discrimination", a-t-elle fait valoir, qualifiant de "cruciale" la contribution de la société civile.

D'une manière générale, les victimes du trafic d'êtres humains dans le royaume sont "souvent pas ou mal-identifiées", a estimé Mme Ezeilo, appelant à la création d'un "mécanisme" permettant de recenser les cas.

J'AVOUE

